

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°ARR2023\_065**  
**PORTANT REGLEMENTATION A LA CIRCULATION DES POIDS LOURDS DE PLUS**  
**DE 7,5 TONNES DE LA SOCIETE TOTALENERGIES (CHARVET LA MURE BIANCO)**

**LE MAIRE DE LA COMMUNE CHAMPAGNIER,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6,

**Vu** le Code de la voirie routière,

**Vu** l'arrêté n°2019-129 de la Commune de CHAMPAGNIER portant réglementation de la circulation interdisant la circulation des poids-lourds de plus de 7,5 tonnes dans la traversée de l'agglomération sur la RD 64,

**Vu** l'arrêté n° 2020-086 de la Commune de CHAMPAGNIER, en date du 07 octobre 2020 par lequel la commune s'oppose au transfert, au bénéfice de la Métropole, du pouvoir de police « spéciale » en matière de circulation et de stationnement,

**Considérant** la demande de dérogation du 16 octobre 2023 de la société TOTALENERGIES,

**ARRETE**

**Article 1 :** A compter du 23 octobre 2023, la société TOTALENERGIES est autorisée par dérogation permanente, à accéder aux voiries de Champagnier avec l'ensemble de sa flotte de poids lourds de plus de 7.5 tonnes afin de procéder à des livraisons de combustibles sur la commune, à l'exception de la RD64 sur la portion dites « des combettes » entre ses croisements avec la rue de Lavières au sud et le chemin du Reflet au nord.

**Article 2 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de CHAMPAGNIER (38).

**Article 4 :** Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**Article 5 :** Monsieur le maire, Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de Vizille, Monsieur le brigadier-chef principal de la police pluri-communale et à tous les agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Champagnier, Le 19 octobre 2023



Monsieur Florent CHOLAT  
Le Maire

---

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

---

Affiché le : 23 OCT. 2023